

États-Unis : une information plus précise par métier

Les banques américaines utilisent l'information financière comme un outil stratégique. En communiquant sur les taux de rendement par métier, elles escomptent un impact sur le cours de leur action.

■ La pertinence de l'information financière communiquée aux tiers est liée à la capacité qu'acquiert ces derniers, grâce à elle, de connaître l'entreprise, sa situation financière, ses résultats passés et surtout ses perspectives de développement. C'est avec un tel objectif que les normes comptables rendent obligatoire, entre autres, l'indication, en annexe aux comptes, d'informations sur les différents secteurs dans lesquels les entreprises exercent leurs activités et sur les zones géographiques où elles interviennent.

Les textes français réglementant l'information comptable des établissements de crédit ont repris ainsi les obligations qui s'imposent aux sociétés commerciales : «*lorsqu'elles présentent un caractère significatif, des informations doivent être fournies sur «la contribution de sous-ensembles cohérents – structurels, sectoriels ou géographiques – aux résultats du groupe, ainsi que la répartition par zone géographique de l'activité exercée par le groupe»* (annexe V du règlement CRB n° 91-02).

Comme le constatent les auteurs dans l'ouvrage «L'information financière 1996», la présence de l'information sectorielle tarde à se généraliser au plus grand nombre d'établissements de crédit français dans leurs rapports annuels. Ils notent également que «*cette information correspond, le plus souvent, à une décomposition par entité ou groupe d'entités*

juridiques, l'indication de données sectorielles par métier étant très rare».

Il apparaît donc intéressant de se pencher sur la pratique étrangère et plus particulièrement américaine qui produit une information financière considérée comme la plus développée. Le cabinet Ernst & Young aux États-Unis procède annuellement à une analyse des rapports annuels des cent plus grands établissements de crédit américains, dont on peut tirer divers enseignements.

Les dirigeants de banques américaines ont investi beaucoup dans les systèmes de mesures des performances de leurs établissements et ils considèrent que la communication d'informations sur les résultats à des tiers, de la même manière que celle qu'ils exigent pour eux-mêmes en interne, est non seulement aisée mais en plus bénéfique sur le plan du cours de leur action. Ainsi, afficher clairement la profitabilité spécifique et le taux de rendement par métier peut démontrer la capacité de la direction à rentabiliser les ressources qu'elle utilise. Si elle obtient des taux de rendement supérieurs à ceux attendus, le cours de l'action devrait le traduire sous forme de prime.

En excluant les secteurs qui ne correspondent qu'à des divisions juridiques ou des zones géographiques (alors que cela constitue, en France, la

Yves Bernheim
Associé
Mazars & Guérard
Membre de l'Adicec

Les principaux agrégats et données communiqués par les banques, par secteur ou métier

	% de banques
Résultat net avant impôt	8 %
Résultat net après impôt	92 %
Contribution à la marge/ratio d'efficacité *	52 %
Rendement sur actifs (<i>return on assets</i>)	36 %
Rendement sur capitaux propres (<i>return on equity</i>)	64 %
Rendement sur actifs et sur capitaux propres	32 %

* Il s'agit généralement de rendement sur charges (profit généré pour 1 dollar de charges d'exploitation ou frais généraux) ou de profit par franc de revenu.

seule communication sectorielle effectivement pratiquée), 25 établissements sur les 100 de l'échantillon donnent des résultats par métier ou secteur dans leur rapport annuel 1995 (18 des 25 plus grands, 6 des 25 suivants et seulement une banque sur les 50 dernières). Ainsi, plus la taille des établissements croît (ce qui peut être lié à une plus grande diversification), plus ils ont tendance à communiquer sur leurs différentes activités.

Le nombre de métiers ou secteurs pour lesquels des données spécifiques sont fournies varie de 2 à 8, 17 banques sur les 25 détaillant entre 4 et 6 secteurs différents.

La définition des métiers ou des secteurs est très variable du fait des multiples stratégies développées par les établissements. Parmi les secteurs, on peut mettre en évidence : le crédit à la consommation, la banque de détail, la fiducie.

JP Morgan communique sur cinq métiers : finance et conseil, ventes et transaction (*trading*), gestion d'actif et service, investissements en actions et gestion actif/passif.

Parmi les autres secteurs (avec l'indication du pourcentage de banques qui les mentionnent) figurent : prêt à la consommation et carte de crédit (28 %) ; banque hypothécaire (24 %) ; immobilier (20 %) ; gestion actif/passif,

financement (*funding*) (16 %).

Il peut être noté que l'information sur le rendement sur capitaux propres nécessite une allocation de ces derniers par métiers, ce qui n'est pas encore une pratique généralisée en France même si elle tend à se développer.

Les postes du compte de résultat qui sont analysés par métier ou secteur sont les suivants :

- produit net d'intérêts,
- produits autres qu'intérêts,
- provisions pour créances douteuses,
- charges autres qu'intérêts,
- résultat net avant impôt,
- impôts,
- résultat net après impôt.

Dix-huit établissements sur les vingt-cinq analysent cinq ou plus de cinq postes du compte de résultat par métier ou secteur, ce qui correspond aux principaux soldes intermédiaires de gestion.

Les banques qui fournissent une information sectorielle la donnent généralement sous forme comparative (à l'exception de 4 d'entre elles soit 16 %) : 60 % indiquent l'année antérieure et 24 % font figurer deux années.

Il convient de mentionner que les comparaisons entre établissements sont rendues difficiles ou aléatoires du fait, d'une part, des définitions différentes de métiers ou secteurs figurant sous la même dénomination, d'autre part, des

méthodes comptables internes propres à chaque secteur qui n'obéissent pas à des règles comparables à celles qui régissent les comptes pris dans leur ensemble (les méthodologies d'allocations des produits, des charges, des provisions, des capitaux propres... peuvent varier très sensiblement d'un établissement à l'autre).

On peut également observer qu'en moyenne les produits nets qui figurent sous le libellé «non affecté, ou commun ou autre» ne représentent que 1 % du total des produits, mais les écarts sont significatifs d'un établissement à l'autre.

En conclusion, force est de constater que les banques américaines restent engagées dans le développement d'outils internes efficaces d'analyses et de mesures de leurs performances par métier, produit, catégories de clientèle... On peut donc s'attendre à ce que l'information externalisée s'enrichisse consécutivement, dans la mesure où cela correspond à la stratégie des établissements et à leur intérêt (au niveau du cours de bourse de leurs actions, notamment). Une question majeure qui demeure posée est celle de la comparabilité entre établissements des informations ainsi obtenues. Faudra-t-il pour autant imposer (et cela serait-il accepté ?) des méthodologies communes d'allocations ou de comptabilité interne ? ●